

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM 20, DIM. 21, LUNDI 22 MAI 1978 - N° 701

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

30, 100, 450

Au début, Marchais n'avait pu trouver, disait-il, dans son courrier qu'une trentaine de lettres mettant en cause la politique suivie par le PCF.

Au Comité central il avait clairement laissé entendre que les contestataires, il les connaissait bien : une petite poignée, toujours les mêmes qui avaient la manie de n'être jamais d'accord. Et puis voilà que 100 militants du PCF signent un appel public.

Ils ne remettent pas en cause la ligne fondamentale du PCF mais ils réclament que le débat respecte un minimum de normes démocratiques. Voilà qu'aujourd'hui 450 autres militants du PCF s'apprentent à rendre public un texte voisin. 450 : une poignée ?

En fait, combien de militants du PCF ont les mêmes griefs et se posent, de plus, bien d'autres questions aujourd'hui sur leur parti ? Ils se comptent par milliers. Lire en page 3

4000 paras belges, français et marocains à Kinshasa

HALTE A L'INTERVENTION IMPERIALISTE! URSS, USA, HORS D'AFRIQUE!

Dans la matinée de jeudi, les gouvernements belge,

français, de concert avec Washington et Londres,

après avoir endormi l'opinion par des déclarations de prudence et d'apaisement, ont déclenché une opération militaire d'envergure au Zaïre.

Dans la matinée 1750 bérets rouges belges (commandos paras) s'embarquaient pour Kinshasa à la base de Melsbroeck. Cinq avions gros-porteurs C 130 décollaient en même temps emportant des jeeps armées de mitrailleuses et des blindés légers type «Scorpion».

Dans la matinée également, 700 à 800 bérets verts du 2^e Régiment Étranger de Parachutistes (Légion étrangère) décollaient de Calvi, en Corse, sans aucun doute pour la même destination. Plusieurs Boeing d'Air France ont été réquisitionnés. Un conseil des ministres restreint s'était tenu peu de temps auparavant : ses décisions n'ont pas été rendues publiques jusqu'à présent.

A la même heure, on apprenait qu'aux USA deux bataillons de parachutistes, soit 1 500 hommes, se tenaient prêts à intervenir.

Procès fasciste à Moscou

SEPT ANS DE GOULAG POUR ORLOV !



Le physicien soviétique Andreï Sakharov est arrêté à l'entrée du tribunal par la police pour le simple fait d'avoir voulu assister au procès de Youri Orlov. Les autorités soviétiques ont tenu à ce que le procès échappe de bout en bout à tout «regard extérieur». Le «public» autorisé à assister au procès se limitait à une escouade d'agents du KGB.

Voir en page 12

PARIS

15 000 HOSPITALIERS DANS LA RUE



La lutte actuelle des hospitaliers est la plus importante depuis 1974. Mais alors que les bases d'un rapport de force national sont jetées, les directions syndicales fédérales n'organisent que... des journées d'action. Jeudi matin à Paris avait lieu une manifestation.

Lire en page 4

Bus RATP : colère contre les directions syndicales

Ce sont 4 000 chauffeurs de la RATP qui ont manifesté jeudi. Le rassemblement se caractérisait par une très grande combativité, mais la volonté de pénétrer dans le siège s'est heurtée à la volonté de la direction CGT qui a renvoyé chacun dans son dépôt.

Lire en page 5

Nouvelle panne à Fessenheim

Pour la troisième fois depuis sa première divergence, le 6 mars 76, la tranche 1 de Fessenheim est en panne. Selon l'EDF, c'est sur la partie classique du réacteur qu'est survenu l'incident.

L'EDF, on s'en doute, cherche à minimiser l'importance de la panne, mais peut-on lui faire confiance ? A l'évidence, elle ne maîtrise pas réellement cette source d'énergie et se refuse à le reconnaître.

Coup de grisou à Merlebach

Jeudi soir à Merlebach, un coup de grisou a explosé.

Deux mineurs ont été légèrement blessés et sont à l'hôpital ; quinze autres sont sous surveillance médicale : ils ont respiré les gaz provoqués par l'explosion.

Iran : les images du soulèvement populaire

Lire en page 9

Suite page 12



MAI 68 au jour le jour

Lundi 20 mai 68

Le mouvement s'étend



Le lundi soir, le nombre des grévistes est au moins de 4 millions. Les transports sont entièrement paralysés. A l'EDF-GDF, la grève est totale. Dans tout le pays, les bureaux de poste ferment un à un.

o Le mouvement gagne les ouvriers agricoles. Ceux-ci refusent en de nombreux endroits de faire cause commune avec leurs employeurs, syndiqués à la FNSEA ou au MODEF. C'est sur leurs propres mots d'ordre qu'ils veulent se battre. Ils exigent :

- un salaire minimum au moins égal à celui pratiqué dans l'industrie,
- de meilleures conditions de logement,
- une réglementation de la durée de travail,
- un régime de retraite permettant une vie décente.

Le mouvement prend naissance dans les grandes fermes du Valois. 2 premières manifestations ont lieu, à Crépy et à Plessis-Belleville (un barrage est établi, sur la nationale).

o Les Comités d'Action Lycéens (CAL) lancent le mot d'ordre d'occuper les lycées : de nombreuses occupations ont lieu dans la nuit du 20 au 21.

o Les syndicats d'enseignement appellent à une grève illimitée à partir du 22.

o A l'ORTF, les 3 chaînes de radio sont en grève. 99 % des théâtres à Paris sont occupés par des comités de grève. Les travailleurs du cinéma décident une grève illimitée pour «démontrer et détruire les structures du cinéma devenu marchandise».

Le mouvement prend des allures de raz de marée. Dans les villes où quelques usines tournaient encore, la fermeture et l'occupation des gares, des bureaux de poste, et des lycées donnent le signal aux entreprises qui, une à une, débrayent.

La grève se renforce dans les usines, chez les dockers, les mineurs, les pêcheurs, dans la marine marchande, puis gagne d'autres secteurs comme les laboratoires de recherche, le bâtiment, les centres atomiques, les banques, les centres de sécurité sociale, les mairies, et même des préfectures. Les grands magasins sont fermés, les employés des péages et des douanes lèvent leurs barrières.

A gauche, rien de nouveau :

- Une délégation de la FGDS, dirigée par Mitterrand rencontre successivement FO, la CFDT, la CGT et la FEN pour des «échanges de vue». L'idée d'une conférence réunissant partis de gauche et syndicats est rejetée par FO et la CFDT.

- Le PCF répète (communiqué du bureau politique 20 mai) : «Les grandes masses populaires ne sont pas engagées dans une grève insurrectionnelle... mais dans un vaste mouvement tendant à l'élimination du gouvernement et du régime gaulliste, et à l'avènement avec toutes les forces de la gauche d'un véritable régime républicain ouvrant la voie au socialisme».

Congrès extraordinaire du MRG

TEMPETE DANS UN GROUPEUSCULE

● Samedi et dimanche se réunira à Paris le congrès extraordinaire du MRG. Jamais un congrès de cette petite formation dont le poids politique est sans conteste supérieur à son nombre d'adhérents n'aura autant intéressé l'ensemble des formations politiques de droite et de gauche. La spécificité du MRG est en effet bien plus encore que le PS d'être à la charnière des deux pôles de la vie politique. Cette situation lui donne un certain pouvoir puisque le MRG représente les quelques centaines de milliers de voix qui font les majorités.

Le week-end connaîtra une rude bataille pour la succession de Fabre. Les deux principaux candidats connus à cette heure représentent chacun une manière différente de se situer par rapport à la gauche. Certains observateurs vont jusqu'à parler d'éclatements, voire de disparition du MRG.

Chacun se souvient avoir vu Fabre le soir du deuxième tour prononcer en direct sur les Antennes de la télévision, le fameux «Je me considère comme délié des engagements de 1972», c'est-à-dire en clair du Programme commun.

Deux jours plus tard, le 21 mars, il annonçait sa démission de la présidence du mouvement qu'il assurait depuis 72.

Ces deux décisions étaient naturellement directement la conséquence de l'échec que la gauche venait d'essuyer et particulièrement son mouvement puisque des trois partis de gauche, il était le seul qui régressait en nombre de sièges passant de 13 à 10 députés.

Ce siège vacant ne devait pas tarder à susciter des vocations. Assez rapidement le 6 avril, Crépeau devait faire savoir qu'il était candidat, de manière «irrévocable» même si Fabre se présentait devait-il préciser. Depuis quelques mois déjà le maire de la Rochelle s'était fait la réputation d'être le porte parole de l'aile gauche du mouvement. Rapidement le 12 avril Maroselli devait également postuler à la présidence. Enfin un troisième candidat s'est fait connaître, Jacques Levy, conseiller général de Haute Garonne soutenu par sa fédération et celle de l'Arriège...

CREPEAU CLAQUE LA PORTE

Avant le congrès de ce week-end, le comité directeur du mouvement avait tenté d'éclaircir un peu la situation. Le 15 avril. La réunion se déroula dans la confusion la plus complète. Les «Marosellistes» parvinrent à faire voter une motion demandant à Fabre de revenir sur sa décision et approuvant sa déclaration télévisée du 19 mars. Les «crépalistes» (partisans de Crépeau) quittèrent alors la séance et affirmèrent à la sortie que les amis de Fabre s'étaient fabriqués ce comité directeur en y invitant leurs partisans. Il est en effet établi que les statuts du MRG ne définissent pas de manière précise qui est membre de cette instance et qui ne l'est pas ! Il suffit quelquefois d'avoir

été candidat — même malheureux — pour y avoir sa place.

On le voit, la situation est assez tendue à la veille du congrès. Pas principalement pour des questions de personnes, même si dans la tradition radicale l'ambition personnelle joue toujours un rôle important.

CEUX QUI PENCHENT A GAUCHE

Crépeau, le maire de la Rochelle devait expliquer rapidement pourquoi il avait jugé utile de se présenter : «Ce n'est un secret pour personne que depuis longtemps le Président de la République cherche à casser la gauche. En bon stratège qu'il est, il s'attaque au point faible de la cuirasse : le MRG. Cela se fait de différentes manières. Il y a d'abord eu l'affaire Brousse. Il y a eu ensuite des contacts menés à travers des groupes comme les amitiés radicales, rassemblant les valoisens et certains membres du MRG. Il y a eu les tentatives menées par certaines personnalités de la franc maçonnerie. Il y a eu les pressions conduites par certains mécènes du parti. Il y a de manière générale le mythe de la réunification des radicaux». On se saurait mieux résumer les raisons pour lesquelles Crépeau se présente : faire obstacle à un ralliement trop rapide à l'UDF par le canal du parti radical valoisien (celui de JJSS). Plutôt que de se rapprocher de l'Élysée, le maire de la Rochelle préfère «pencher vers le 7 bis place du Palais Bourbon» c'est-à-dire le siège du PS. Récemment il devait d'ailleurs menacer, au cas où Maroselli l'emporterait, de rallier le PS. Ne s'est-il pas battu pour que les députés MRG restent apparentés au groupe socialiste à l'Assemblée, ce qui les contraint à la discipline de vote ?

CEUX QUI LOUCHENT A DROITE

Maroselli s'apprête à rallier l'UDF, accuse Crépeau et pour cela il est prêt à faire un détour par la réunification du parti radical. Force est en effet de constater que Giscard se



Au précédent congrès (avant les élections de Mars), Fabre et Crépeau faisaient encore des projets sur leur arrivée au pouvoir.

donne les moyens de réussir cette opération... Il n'a pas échappé aux observateurs que le troisième gouvernement Barre ne comporte qu'un radical, Stirn qui n'est même pas de cette tradition puisqu'issu du gaullisme. De là à dire comme le fait Crépeau que «la mise en disponibilité de MM Rossi et Péronnet (ministre dans les gouvernements précédents NDLR) est l'un des aspects destinés à faciliter les choses en sauvant les apparences et en évitant que nous perdions la face», il n'y a qu'un pas qui mérite d'être franchi. Fabre d'ailleurs dans une «lettre aux militants» déclarait nettement «pourquoi ne pas le reconnaître, la stratégie d'union de la gauche est condamnée à l'échec». Gennesaux membre relativement influent du MRG dans la région parisienne proposait d'«apporter un soutien conditionnel à une majorité sur un certain nombre de points quitte à en tirer les conséquences au bout d'un certain temps». On ne saurait être plus clair. Faut-il préciser qu'il est un chaud supporter de Maroselli ?

Toutefois, tous ceux qui ne soutiennent pas Crépeau ne mangent pas si franchement le morceau. Schwartzberg, délégué politique, se situe lui, parmi les centristes. A la sortie du fameux comité directeur, il avait déclaré : «Le principe de l'ancrage à gauche du MRG n'a pas été remis en cause mais un consensus s'est dégagé pour davantage d'autonomie par rapport au PS». Ce faisant, il exprimait surtout ses propres tendances.

LES PRESIDENTIELLES DE 81 ET «LES EUROPENNES» DE 79

De la même manière que Crépeau accuse de complicité avec Giscard, la «droite» de son mouvement, dans le but de réunifier le parti radical, il accuse le président de la

République de vouloir susciter une candidature radicale de gauche pour 81, afin de faire passer le candidat du PCF en tête de la gauche au premier tour. Cela lui assurerait en effet probablement une large majorité au second tour. Il est en effet probable que cette éventualité ait été envisagée par Giscard... mais avant cela, les élections pour le Parlement européen se profilent à l'horizon. C'est en juin 79 que les électeurs seront sollicités... Tout indique qu'une partie du parti radical et du MRG sont favorables à des listes communes pour les élections. Cela permettrait au «courant radical» d'atteindre les 5 % fatidiques au-dessous desquels une formation politique ne peut compter aucun élu à l'Assemblée européenne.

L'ÉCLATEMENT DU MRG ?

Alors, s'achemine-t-on vers l'éclatement du MRG comme d'aucuns le prétendent au cours de ce congrès ou le lendemain ? Il est vrai que d'un côté comme de l'autre, on l'a dit abondamment. On a pu entendre Crépeau affirmer que si Maroselli était élu, il rejoindrait le PS. Dans le parti de Mitterrand, on ne cache pas qu'il y a de la place, y compris au niveau des instances dirigeantes. Pour sa part, Maroselli sans préciser nettement où il irait, a affirmé également qu'il démissionnerait.

Est-il besoin de dire que tout n'est pas simple, quand il s'agit de radicaux ? Si l'unité du groupuscule, et par là même son existence, est menacée, il se trouvera bien des gens prêts à recommencer l'aventure de poisson-pilote que le MRG mène depuis quelques années au service du PS. Car tel est bien le véritable enjeu de ce congrès : l'orientation du MRG est une passerelle décisive dans le vieux rêve d'une coalition giscardocentriste.

François MARCHADIER

450 INTELLECTUELS DU PCF EXIGENT «PLUS DE DEMOCRATIE»

Il est maintenant quasiment officiel que 450 intellectuels du PCF ont signé un texte répondant aux attaques portées par Marchais, dans son rapport devant le CC, contre les intellectuels. Fait remarquable, outre le nombre de signataires, c'est la coexistence dans la liste des signatures d'adhérents aussi différents qu'Althusser ou Elleinstein.

Cette initiative mettra en difficulté l'intention affichée par Fiterman, au sortir de la réunion du Bureau politique. A propos de la contestation persistante dans son parti, il devait déclarer jeudi, «Il faut y apporter une réponse politique dans le calme mais dans la fermeté».

RENFORCEMENT DU FRONT DES «CONTESTATAIRES»

L'initiative des 450 intel-

lectuels risque bien d'avoir deux conséquences contradictoires. D'un côté incontestablement, elle renforce la position de ceux qui ne sont pas satisfaits de la pratique du PCF et plus particulièrement du bilan que celui-ci a tiré de son récent échec électoral. Que les deux principaux courants publics d'opposition au sein du PCF, tout en signalant qu'ils ne sont pas d'accord sur tout, se mettent ensemble pour faire face à la direction ne peut que

mettre à mal les projets de cette dernière. Les tentatives de division entre «libéraux» genre Elleinstein et althussériens n'ont pas manqué. Cela s'est manifesté de plusieurs manières. Vendredi dernier, Marchais a reçu Elleinstein, mais pas Althusser, du moins que l'on sache. Les attaques dans la presse du PCF ont été portées principalement contre Althusser et ses amis et ménaageaient, plutôt, la position des libéraux. La direction de *L'Humanité* n'avait-elle pas été jusqu'à autoriser Raymond Jean — un elleinsteinien de la première heure — à écrire un article, il y a une semaine environ, dissimulé sous le titre trompeur de «Politique et Littérature» et qui parlait beaucoup de politique ? Il y avait là une

entorse à la décision de ne pas publier de tribunes libres. Et n'y avait-il pas jeudi un article de Chambaz qui précisait sans contestation possible que les attaques portées par Marchais contre les intellectuels lors du CC, visaient «un auteur précis», «à savoir Althusser». Pas de doute donc sur la volonté de la direction de diviser les contestataires en tentant de se concilier les bonnes grâces des uns pour isoler les autres. De ce point de vue, la démarche échoue au moins provisoirement avec «l'appel des 450» puisque les contestataires des deux bords se retrouvent pour signer un texte demandant un fonctionnement démocratique dans le PCF.

François MARCHADIER

Ballanger quitte son mandat

S'adressant aux habitants d'Aulnay sous Bois (Seine St Denis) Robert Ballanger, président du groupe PCF à l'Assemblée nationale annonce qu'il démissionne de son mandat de maire. Il avait été élu à ces fonctions pour la première fois en mars 71. Curieusement, Ballanger écrit : «Il y a des moments, des circonstances politiques et humaines où le cumul des mandats électifs est rendu nécessaire, mais il n'est jamais souhaitable, et je crois qu'il faut y mettre un terme quand les possibilités en sont offertes». Le maire démissionnaire propose au PCF d'être remplacé par son premier adjoint Pierre Thomas qui est aussi conseiller général. Cette proposition aurait été acceptée.

Conseil municipal dissous

Le conseil municipal de Wimereux dans le Pas de Calais a été dissous, par le conseil des ministres, le 17 mai. Le maire et son premier adjoint avaient démissionné, suite au refus d'une majorité de conseillers municipaux de voter le budget tel qu'ils l'avaient proposé.

Le budget prévoyait une importante augmentation des impôts locaux occasionnés par la participation de la ville à la construction d'une salle de sports dans une ville voisine. C'est le préfet qui avait contraint le maire à inscrire ces dépenses à son budget. Il est amusant de remarquer que le PCF et les conseillers «favorables à la majorité» ont fait cause commune contre le PS.

Giscard socialiste ?

Une convergence avec le président de la République sur ces points (il s'agit du désarmement - NDLR) indiquerait simplement que les idées socialistes font leur chemin même à l'Elysée.

Vous avez bien lu : il s'agit de convergence entre Giscard et le PS. Qui a écrit cela ? *Le Quotidien du Peuple* ? Non ! *La Lettre de l'Unité*, publication officielle du PS.

Giscard écrit à Barre

La volonté «d'arrondir les angles»

Mardi dernier, Giscard a adressé une lettre à Barre dans laquelle il fixe les tâches du gouvernement pour les mois qui viennent. Il évoque «la nécessité de la poursuite du développement économique afin d'adapter notre savoir, notre production et nos échanges aux données de la fin du XX^e siècle».

Il y est aussi question de «mise en place des moyens durables du plein emploi» après avoir insisté sur la «nécessité de restructurations». Giscard énumère ensuite une série de points tels que «l'amé-

lioration de la justice fiscale, le renforcement de façon significative de la participation».

Les rapports entre l'Etat et les citoyens doivent être simplifiés. Le président de la République joint un calendrier à ces mesures (voir ci-dessous). Giscard prend ainsi directement en main les affaires du gouvernement. Entend-t-il ainsi arrondir les angles et atténuer le cynisme dont son premier ministre fait preuve face à la montée des statistiques de chômage ?

Le calendrier de l'activité gouvernementale de Giscard

Mai
Défense de l'emploi, développement de la participation, amélioration de la condition maternelle et de la vie familiale.

Juin
Développement des responsabilités locales, adaptation des structures économiques, progrès de la vie contractuelle, protection de la santé publique.

Juillet
Développement des industries de pointe, adaptation du système éducatif, politique des sports et des loisirs.

Août
Politique de l'emploi, problèmes agricoles, patrimoine culturel.

Septembre
Développement technologique et redéploiement industriel, université, institutions judiciaires.

Cette lettre et son programme risquent bien de tomber à plat après les propos provocateurs de Barre sur TF1 mercredi soir et après l'intervention au Zaïre. En se partageant les rôles de la sorte, Giscard et Barre prennent les gens pour des imbéciles.

QUAND LE PS REVENDIQUE MAI 68

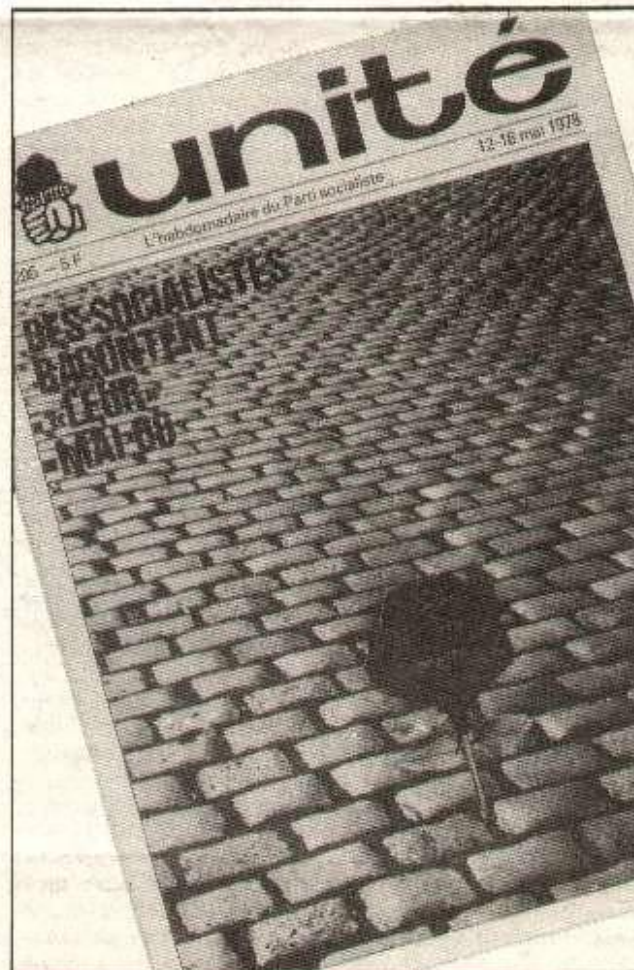
Qui l'eût cru ? Le PS est directement l'héritier de mai 68. C'est du moins ce que *l'Unité* essaye de faire croire en publiant la semaine passée une série de témoignages de personnes se souvenant avoir participé au mouvement de mai 68 et ayant acquis depuis une certaine notoriété dans la social-démocratie.

La série est gratinée ! On peut y lire le témoignage de Gérard Desseigne, secrétaire fédéral des Yvelines qui avait d'importantes responsabilités syndicales chez les cadres CGT en 68. Il les a toutes abandonnées suite à l'échec de la gauche en mars dernier. Il se souvient avoir construit des barricades rue Gay Lussac ! Mais aussi avoir été envoyé par Krassucki pour la libération de ce cadre devenu célèbre malgré lui pour avoir été sequestré longtemps à Nantes en 68. «Je n'ai pu entrer facilement dans l'usine avec ses quatorze postes de garde, nous dit-il, mais j'obtins gain de cause». Chassez le naturel... Témoignage suivant : André Acquier était en 68 secrétaire national de la métallurgie CFDT. La démagogie monte ici d'un cran : *Lorsque je discutais avec Alain Geismar au SNESup, même s'il y avait parfois des divergences sur les détails d'organisation, nous étions en complet accord sur les motivations*. Ce monsieur ne craint pas la contradiction puisque peu de temps après, il affirme qu'il faisait partie pour la CFDT de la délégation chargée de négocier les accords de Grenelle : «J'avais Chirac en face de moi, c'est un malin qui connaît bien les dossiers» nous dit-il sans honte. Nous ne sommes pourtant pas encore au bout de ses peines. Le suivant

c'est Robert Lucente qui en 68 est secrétaire de la section socialiste de Renault. Mais nous dit-on ses contacts avec la FGDS lui avaient montré qu'il n'y avait pas d'alternative politique au mouvement. Lucente se rend alors compte qu'il faut l'union de la gauche. Le Programme commun enfant de mai 68 ? Il n'a pas peur de l'affirmer. On apprend également que le PS se développe impétueusement dans la citadelle ouvrière : «C'est sur cette base qu'ils (les ouvriers - NDLR) adhèrent au nouveau parti socialiste comme la seule organisation de masse capable de prendre en compte les revendications de mai 68». Pourtant, on avait souvenir qu'en plein mois de mai, Mitterrand reprochait à De Gaulle d'avoir «laissé bafouer l'autorité de l'Etat». Quatre photos pour illustrer cette chronologie. Un étudiant se battant avec les flics, la photo classique Geismar, Sauvageot, Cohn Bendit, en troisième position le débat sur la motion de censure du 21/22 mai avec le portrait de Mollet, Mitterrand, Defferre, Estier, Mendès France, et Dayan et enfin une vue plongeante des négociations dont devaient sortir les honteux accords de Grenelle...

On ne saurait mieux résumer ce que le PS a retiré de ce formidable mouvement gréviste.

Cette série de témoignages



ges toutefois n'est pas fortuite. A l'heure où le programme commun est dans les choux et n'est pas prêt d'en ressortir, il est bien utile à la social démocratie de répéter sur tous les tons : «le changer la vie de mai 68» nous en sommes les descendants.

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom
Profession
Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225.
75 924 Paris Cedex 19

LUTTES OUVRIERES

Manifestation nationale des hospitaliers

● UNE JOURNEE DE COORDINATION BIDON ● UN MOUVEMENT SANS PRECEDENT DEPUIS 74

Après le 11 avril, il y eut le 11... mai, et jeudi 18, une manifestation nationale était organisée à Paris. Dès 9 h jeudi matin, place Denfert-Rochereau, les autocars commencent à affluer, amenant les délégations d'hospitaliers venus de toute la France. Certains sont immédiatement applaudis : «C'est Romorantin !» Pour payer les frais du voyage, Nancy vend des bergamotes, Toulouse des badges autocollants de soutien ; il y a même des petits fromages de chèvre, à 1 F pièce !

A 10 h 30, c'est plus de 10 000 personnes qui partent en manifestation le long du boulevard Raspail. Destination : le ministère de la Santé. En tête le cortège de 3 hôpitaux de Toulouse, Ranguel, Purpan et la Grave est très animé : ils sont venus à 4 autocars et portent sur une

civière un mannequin sous perfusion, symbolisant toute la misère des soins dans les hôpitaux. «*Nous voulons, nous aurons, satisfaction !*», «*C'est tous ensemble qu'il faut lutter contre l'austérité*», «*Barre, y'en a marre, Veil, c'est pareil !*». La délégation des travailleurs de Saint-Anne ne passe pas inaperçue : ils poussent devant eux leurs «chariots» en tapant dessus avec fracas : «*Nous ne sommes des gardes-fous !*» (cf. encadré) Ce qui est important c'est le nombre des délégations : parfois ils ne sont que 10 ou 20 mais ils sont venus de toute la France, voulant affirmer par leur présence, la combativité qui existe chez les travailleurs dans tous les hôpitaux de France : la Bretagne avec Quimper, Vannes, Rennes, Quimperlé, Pontivy, Brest, Morlaix, Redon : «*Les 13 h oui ! du pétrole non !*»,

«*Paris, province, même travail, même salaire*». Le midi avec Nice, Antibes, Marseille, Aubagne ; il y a Toulouse, Bordeaux, Nantes et Saint Nazaire ; le centre de Romorantin, Tours, Orléans ; l'est avec Metz, Nancy, Thionville, la région parisienne dans son ensemble est également représentée.

La manif traverse Montparnasse et défile devant l'hôpital Necker où le personnel et des malades se pressent aux fenêtres. On approche du ministère et la présence des flics se fait provocante : ils bloquent l'accès des rues adjacentes au ras de la manifestation, on est obligé de les frôler. Les commentaires fusent, l'hôpital de Brest passe en scandant : «*Les flics à Portsall, avec des pelles et des seaux !*». A midi, tout le monde est arrivé, place de Valois, à 100 m du ministère que protègent

des gardes mobiles armés de fusils lance-grenades. On hésite : faut-il aller tout de suite au champ de Mars où les syndicats ont prévu de pique-niquer ou bien attendre sur place qu'une délégation soit peut-être reçue ?

En tout cas, tout le monde en profite pour discuter : des hospitaliers du Havre expliquent que demain ils débrayeront deux heures pour informer l'ensemble du personnel ; on échange des expériences de lutte, mais la question qui est au centre des débats, c'est bien de savoir comment poursuivre le mouvement : les fédérations annoncent des rassemblements inter-régionaux fin mai, mais pourquoi si tard, et que croire encore après le sabotage de la coordination qu'avait proposé Orléans la semaine dernière et qui n'a pu réunir que Le Mans, Bourges, le Havre... du fait du manque d'information, et aussi des menaces à peine voilées des fédérations qui s'y sont opposées violemment.

Ils étaient nombreux à dire : «*Pourquoi ne pas avoir organisé aujourd'hui, à l'occasion de cette manifestation attendue depuis 3 mois, une coordination des hôpitaux présents ?*». Au

● Depuis le mois de février, ce sont des dizaines et des dizaines d'hôpitaux qui sont en lutte pour l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des salaires, notamment par la généralisation des 13 h octroyées aujourd'hui uniquement dans la région parisienne. C'est la lutte la plus importante par son ampleur depuis 1974 : l'hôpital de Romorantin se met en grève le 13 février. Dès le début du mois de mars c'est Blois, Orléans, Bourges ainsi que l'ensemble des établissements du Centre qui sont dans l'action : une manifestation régionale regroupe près de 2 000 travailleurs hospitaliers à Orléans le 23 mars. A la mi-mars, le mouvement s'étend en Bretagne et particulièrement à Brest, Quimper, Morlaix, Lorient, Vannes, Pontivy... Le 11 avril, d'autres hôpitaux sont en grève et l'action continue en de nombreux endroits : Toulouse, Bordeaux, Nice, Marseille, Angoulême, Caen... Les bases d'un rapport de force national sont jetées.

De plus, la forme de lutte adoptée le plus souvent, est la grève administrative, c'est-à-dire le blocage des factures, qui ne lèse en rien le malade et permet de tenir longtemps.

Mais alors que de nombreuses sections syndicales réclament un peu partout une coordination nationale et une véritable information, que font les directions syndicales ? des journées d'action, bien sûr.

La psychiatrie au centre hospitalier de Pontoise

Hygiène :

- Service non désinfecté depuis un an (sauf le premier étage),
- Sous-sol où l'on peut chasser le rat et le chat mais où on ne pourrait certainement pas installer un atelier d'ergothérapie, on a pourtant osé (le mot est faible) le faire.
- Des poubelles à l'air libre (il n'y a pas de robinet pour les laver, on les lave dans l'évier à vaisselle).
- Pas de vêtements personnels pour les gens nécessiteux, ils gardent leur pyjama le temps (très long) que la lingerie puisse leur en donner un autre.
- Pas de chaussons ! les infirmiers en fabriquent pour les malades avec des pansements américains et du sparadrap.

lieu de cela, les fédés ont préféré des réunions séparées de leurs responsables. Oui, la question est bien posée, face au blocage de la lutte par les directions syndicales, de comment lutter contre l'attentisme qu'elles prétendent imposer, comment construire un rapport de force, auto-

nome des partis de gauche.

Cette journée est bien loin d'avoir rempli le rôle de tremplin que beaucoup de travailleurs en attendaient. Vendredi, de retour dans les hôpitaux, ce sera l'heure des bilans.

Catherine MEGEVAND

Communiqué

A l'appel des organisations syndicales CGT, CFDT et FO, les travailleurs du centre hospitalier St Anne informent la population que l'ensemble des personnels du centre sont en grève depuis le mardi 16 mai 78. Une motion a été remise à la direction dont voici les principales revendications : augmentation de l'embauche d'élèves infirmiers portée à 300 pour les candidats passant actuellement l'examen d'entrée, remplacement dans tous les services de toutes les absences, départs en retraite, maladies, disponibilités etc..., embauche d'une équipe de nettoyage rattachée aux services généraux chargés de l'entretien des locaux, titularisation immédiate de tous les auxiliaires ; mise en route immédiate et complète de la mécanisation (St Anne est le seul hôpital de France à transporter la nourriture aux malades dans des chariots «pré-historiques» ce qui nous mobilise toute la journée entre les pavillons et la cuisine, d'où perte de temps et déqualification). Les 250 F de la prime Veil pour tous, y compris les administratifs ouvriers, élèves infirmiers et infirmières réajustés et intégrés dans



le salaire. Aujourd'hui, l'ensemble du personnel dénonce la politique d'austérité et d'économie qui porte gravement atteinte aux conditions de vie des hospitalisés et des travailleurs. Devant l'ampleur de notre mouvement : assemblées générales bi-quotidiennes où les travailleurs décident démocratiquement des formes d'action les plus adaptées à satisfaire leurs objectifs, la direction a déjà cédé à certaines revendications, mais il apparaît qu'un grand nombre de nos revendications dépassant le seul cadre de l'hôpital St Anne, nos problèmes ne peuvent être résolus que

par une modification profonde de la politique de santé menée par le pouvoir et son régime d'austérité, c'est pourquoi nous pensons que notre lutte concerne tout le secteur hospitalier, en particulier les travailleurs de la santé mentale. Le manque criant d'effectifs et nos déplorables conditions de travail nous cantonnent dans un rôle de gardiens dont les conséquences sont hautement préjudiciables pour les hospitalisés.

Communiqué
Syndicats
CGT, CFDT, FO
du Centre Hospitalier
Saint Anne
fait à Paris le 17 mai 78



MOBILISATION DES TRAVAILLEURS DE PCUK AU CCE DU 17 MAI

Une importante délégation de plusieurs établissements de PCUK menacés de fermeture est montée à Paris : Yvours, 150 personnes, Paimbœuf, 50 personnes, Levallois et le siège participaient à cette mobilisation avec environ 200 personnes.

Dans d'autres établissements les travailleurs mobilisaient sur place souvent pour 24 h. Pierre Bénite, Brignoud, Larrie d'Est... usines du nord. Alors que se déroulait le CCE, les travailleurs venus manifester, pénétraient dans le siège interrompant la réunion et obligeant la direction générale à sortir. Les travailleurs ont forcé la direction des délégations d'Yvours et de Paimbœuf, elles ont rappelé les exigen-

ces des travailleurs : refus des fermetures envisagées, maintien de l'emploi sur place, refus de la mobilité forcée.

Dans le même temps s'est organisée dans les étages du siège, une manifestation avec les mots d'ordre, non au démantèlement ! Halte aux licenciements ! Le siège est à nous ! Aujourd'hui les usines, demain ce sera nous (transfert du siège à la Défense). Le cortège s'est ensuite rendu en face du restaurant où des prises de parole ont été faites avec diffusion de tracts en direction des employés du siège.

La direction qui était venue parader au restaurant d'entreprise a déjeuné rapidement dans une am-

biance assez «chaude» et s'est fait interpellé directement par les travailleurs.

Vers 14 h 30, les représentants CGT et CFDT de PCUK ont pris la parole, ils ont rappelé la mobilisation de ce jour dans les établissements de PCUK et insisté sur la nécessité de mener une lutte prolongée. Il reste donc à ce que ces affirmations passent dans la vie ; les représentants syndicaux n'ont pas fait de propositions concrètes à ce sujet.

Comme le rappelait le représentant CFDT cette restructuration de PCUK rentre d'ailleurs dans le cadre de la restructuration capitaliste de la chimie au niveau européen.

Correspondant

Manifestation des conducteurs de bus jeudi

«SE BATTRE, OUI, MAIS POUR GAGNER»

● Jeudi, fin de matinée. Depuis 10 h, près de 4 000 machinistes attendent, devant le siège de la RATP, sur le bord de la Seine, quai des Grands Augustins. La délégation ressort. Comme on pouvait s'y attendre, les sous-fifres qui l'ont reçue n'ont fait aucune proposition. Le porte-parole syndical annonce : « Sur les 104 repos, rien », et aucune négociation en vue d'ici fin juin. Dans son gros micro, le délégué poursuit : « Nous vous invitons à regagner vos dépôts ! »

Il n'a pas le temps de finir. Excédés, les machinistes le sifflent, le huent, et crient : « Non ! ». Aussitôt monte un mot d'ordre, massivement repris : « Occupation des locaux ». Des machinistes, principalement CFDT, s'engouffrent dans l'entrée du siège.

Depuis qu'on leur avait annoncé que la délégation serait reçue par le directeur du Réseau Routier assisté d'un membre de la Direction du Personnel, et que le directeur général n'était pas là, mais à Lyon, les grévistes étaient fixés sur l'issue de la rencontre. La veille, la direction avait d'ailleurs fait clairement comprendre qu'elle ne céderait pas. Depuis près de deux heures, ils attendaient, scandant des mots d'ordre : « Nos 104 repos », « Deschamps au volant », « Suppression du mois de mai », « 500 machinistes de plus ». « Nous voulons, nous aurons satisfaction ». Ils en avaient assez.

QUELLE TACTIQUE POUR LA LUTTE

La manifestation, partie de la Place de l'Hôtel de Ville noire de flics, puis qu'on y attendait Senghor quelques minutes plus tard, était particulièrement nombreuse et combative. « C'est la première fois que nous manifestons, habituellement, nous venons directement au siège, en rassemblement. Nous avons été bien accueillis sur le parcours ». Autre raison de satisfaction pour les machinistes en grève, c'est le nombre plus élevé de manifestants que la semaine dernière, et le fait que de nouveaux dépôts, comme celui de Pavillons, soient entrés dans le mouvement. Dans la plupart des centres, la participation aux débrayages atteignait jeudi entre 70 et 98 %.

Dans ces conditions, ce qui se discutait depuis 10 heures, c'est la tactique à mettre en œuvre. Pour la plupart, pas question de recommencer la grève d'une heure en prise de poste, préconisée par les directions syndicales : « C'est inefficace ». Certains pensant que s'il n'y avait vraiment pas moyen de faire une grève totale, il faudrait au moins désorganiser le trafic, arrêter n'importe quand, sans prévenir. Mais pour tous, il s'agit de trouver enfin le moyen de faire pression sur la direction, et de profiter d'un moment où on est tous ensemble, des différents dépôts, pour marquer des points.

LA COLERE FACE AUX DIRECTIONS SYNDICALES

C'est pourquoi la direction de rentrer chacun dans son centre les met hors d'eux. La colère face aux directions syndicales avait déjà commencé à jaillir quand le service d'ordre CGT donna l'ordre aux manifestants massés devant le siège de laisser libre le couloir réservé aux autobus ! Un jour de grève des autobus, laisser libre le couloir des bus ! Cet ordre leur semblait une véritable provocation de la part des directions syndicales qui avaient passé cet accord avec les flics avant la manifestation. Et c'est en vain que le S.O. sillonnera la rue pour faire évacuer : pris à partie, traités de tous les noms, ils y renoncèrent. Fait mineur ? Peut-



Des machinistes sont entrés dans le hall, prêts à occuper le Siège. Devant, on discute ferme : Que faire ?

être. Mais la violence avec laquelle les machinistes répondront à ces ordres donnés avec brutalité est significative de leur ras-le-bol, devant l'absence de perspectives dans laquelle on veut les laisser. Devant cette révolte, quand est lancé le mot d'ordre d'occupation, les hauts parleurs CGT commencent à parler de provocation, à demander aux différents dépôts de se regrouper ici ou là. Pendant plusieurs minutes, un certain flot-

tement domine, favorable à ceux qui sont entrés dans le hall du Siège. À tel point que pour convaincre les gars de partir, de ne pas occuper le siège, il leur sera proposé d'occuper les dépôts ! Ce qui est plus difficile à réaliser partout. Vers midi trente, quand les derniers manifestants partent, ils sont bien décidés à se battre pour qu'il y ait effectivement occupation des dépôts, et que les bus soient tous bloqués. Mais il est certain que si ce jeudi

matin a été marqué par une grande combativité, il s'est aussi terminé par un immense écoeurément devant l'attentisme, et l'inertie des directions syndicales. Si l'on ne passe pas à un cran supérieur dans la lutte, l'écoeurément peut prendre le dessus : « Nous voulons nous battre, oui, mais pour gagner, pas pour lanterner de manifestation ».

Monique CHERAN

Strasbourg : Ets Reiner

Grève contre les mauvaises conditions de travail et les bas salaires

● Depuis le 5 mai, 200 travailleurs et travailleuses environ de l'entreprise de nettoyage Reinier sont en grève au dépôt SNCF de Strasbourg et de Hausbergen. Reinier, c'est une grande entreprise de nettoyage de wagons SNCF, dont le siège se situe à Marseille, et qui a des chantiers un peu partout en France. Les conditions de travail et de salaire sont absolument déplorables !

Par tous les temps, il faut nettoyer les wagons en extérieur, aucun hangar n'existe en effet pour abriter les travailleurs. L'absorption de poussière (le nettoyage se faisant au balai) et l'utilisation de détergents sans gants ni vêtements appropriés, entraînent de fréquentes maladies. En se rendant chez le médecin pour se faire soigner, certains ont eu la surprise de découvrir que leur patron ne les avait pas inscrits à la Sécurité sociale !

HEURES SUPPLEMENTAIRES NON PAYEES

Du point de vue des salaires, lorsqu'un ouvrier travaille 40 heures par semaine, il ne touche à la fin du mois que 1 900 F. Pour 208 heures de travail effectif par mois, samedi et dimanche compris, le salaire est de 2 450 F. Sont

mesure des mauvaises conditions de travail.

GREVE DEPUIS LE 5 MAI

Dès les premiers jours de grève, un membre de la direction a menacé les ouvriers avec un revolver, et jeudi dernier, ce même personnage a blessé avec sa voiture deux travailleurs qui s'opposaient avec les autres à ce que le patron amène sur le chantier de nettoyage, des ouvriers qu'il était allé chercher dans d'autres dépôts. Finalement, il n'a pas pu briser la grève.

Depuis février, le syndicat CGT a déposé un cahier de revendications. Aucun début de discussion n'ayant eu lieu, les travailleurs se sont mis en grève totale le 5 mai dernier. Cette grève est suivie par pratiquement 100% des travailleurs. Les revendications sont les suivantes : obtention d'un 13^e mois, augmentation générale des salaires, paiement des heures supplémentaires du dimanche à 100%, et du samedi à 50%, prime d'ancienneté pour tous, ainsi que d'autres revendications ayant

trait à la fourniture de bleus de travail, au respect des droits sociaux et syndicaux, et à l'application des conventions collectives.

LA SOLIDARITE

La volonté de faire céder la direction est grande. L'exemple de jeudi dernier, où les travailleurs ont empêché un membre de la direction de briser la grève, le montre. Par ailleurs, ils ont pris en mains la popularisation de leur lutte. C'est ainsi qu'ils ont distribué des tracts dans les différents dépôts des environs de Strasbourg ainsi qu'en direction des voyageurs qui prennent le train à la gare de Strasbourg.

La solidarité extérieure commence à se manifester, par la venue de délégations de groupes de travailleurs. Les grévistes de Reinier sont présents sur les chantiers de nettoyage 24 heures sur 24, afin d'empêcher que la grève ne puisse être brisée, mais surtout pour montrer à leur patron qu'ils sont bien décidés à le faire céder.

LA DEUXIEME GREVE EN MAI A STRASBOURG

Après Albra, où les travailleurs viennent de reprendre après avoir obtenu partiellement satisfaction, il s'agit de la deuxième grève offensive déclenchée à Strasbourg depuis le mois de mai. L'annonce de la reprise chez Albra est un encouragement pour les grévistes de Reinier, qui disent qu'il n'y a pas de raison qu'eux-mêmes n'obtiennent pas satisfaction, à partir du moment où le patron de la Brasserie Albra a été amené à céder. Avec Robin, et Aérotechnique, qui occupent leurs entreprises pour préserver leur emploi, cela fait depuis quelques semaines quatre luttes qui ont eu lieu simultanément à Strasbourg. Quoi qu'on veuille bien en dire dans les partis de gauche, les travailleurs ne sont ni arriérés, ni abattus par la défaite de l'ex-programme commun. Ils savent qu'aujourd'hui, c'est la voie de la lutte qui s'impose ; c'est ce qu'ils font.

Corr. Strasbourg

Saint-Etienne

Riposte
au procès
d'objecteurs

Le 18 mai, Vincent Berthet, objecteur de conscience insoumis à l'office national des forêts, passait en procès au tribunal de St Etienne. Quelques jours plus tôt, c'était Xavier Cancel de Roanne qui était jugé. Dans les deux cas, l'affaire est désormais en délibéré, jusqu'à la mi-juin. La mobilisation d'une petite centaine de jeunes (anti-militaristes, objecteurs, mais aussi des jeunes du CDJA, de la CFTD) a sans doute joué. Après que Vincent Berthet eut dénoncé « la discipline para militaire des soi-disants affectations civiles », et le fait que le service civil vise à « pallier aux carences de l'Etat en matières sociales et culturelles, en offrant une main-d'œuvre gratuite alors qu'il y a plus d'un million et demi de chômeurs ». Lors de la séance du tribunal, les manifestants allaient occuper les marchés de l'Hôtel de Ville de St Etienne, au grand embarras du PCF (qui tient la municipalité). Une importante présence policière autour de la place de la mairie suscitait des réac-

tions agacées, hostiles de nombreux passants.

« Pourquoi toute cette armada policière contre des jeunes assis pacifiquement sur des marches ? s'inquiétaient de vieux travailleurs, « qu'est-ce que ça va être samedi ! » En effet, on prévoit :

Samedi 20 mai
toute la journée
double animation
(place de l'Hôtel de Ville)
contre la dictature
en Argentine,
contre la marée noire
à l'appel

de 19 organisations, dont les Amis de la Terre, l'UOPDP, le CDJA...

On s'attend à un important déploiement policier.

Ce jeudi, en tout cas, la police évacuait les abords de la manifestation, sous les rires des manifestants qui arboraient de très nombreuses pancartes contre l'intervention en Afrique. Une semaine d'action est envisagée pour la poursuite de la mobilisation.

Corres. St Etienne

Radio Banlieue Sud
reprend ses émissions

Après un silence, Radio Banlieue Sud reprend ses émissions. Dans un premier temps, ce sera du direct différé : les émissions seront enregistrées en public le vendredi soir à partir de 20 h de la MJC de Montrouge (88 rue Racine) et seront diffusées le dimanche à 11 h sur 101 mhz.

Pour participer à l'émission, vous pouvez soit venir et prendre la parole directement, soit nous apporter une cassette sur un sujet de votre choix.

La prochaine émission comprendra entre autres, une table ronde avec des grévistes de la Thomson Malakoff et des syndicalistes.

La prochaine émission comprendra entre autres, une table ronde avec des grévistes de la Thomson Malakoff et des syndicalistes, et une séquence préparée par le comité COBA de Montrouge.

Une écoute publique et organisée le dimanche matin sur le marché de Montrouge.

RBS a besoin de votre aide financière pour payer son émetteur.

Samedi 20 et dimanche 21 mai
à Sainte-Geneviève des Bois (Essonne)
au centre « La Balise »,
rue Joliot-Curie, résidence Saint-Hubert

Fête annuelle de l'ACAFI

Association Culturelle d'Amitié Franco-Immigrés
Samedi 20 à 20 h 30, film :
L'ENNEMI PRINCIPAL (Film bolivien)
Dimanche 21 à 15 h

- EXPOSITION de dessins d'enfants sur le thème de l'amitié entre les peuples.
- SPECTACLE DE VARIÉTÉS :
 - Avec l'atelier populaire de chansons.
 - Carlos Andreu
 - Musique arabe
 - etc. etc
- JEUX pour les enfants et les adultes.
- STANDS des associations amies.
- Bar, buffet.

Pollution du Rhin
LA MAREE BLANCHE
EN ALSACE ?

Un débat le 18 mai à l'Assemblée nationale sera particulièrement suivi par les Alsaciens, les Haut Rhinois en particulier. Le sujet du débat : les injections de saumure dans le sous-sol alsacien. Un rassemblement pour la protection de l'eau, le 27 mai à Reiningue, le fleurissement de la vallée de la Doller et de pancartes contre les injections de saumure prouvent l'importance de l'affaire que certains dont Muller, maire de Mulhouse, tentent de passer sous silence. Depuis l'arrêté préfectoral, donnant le feu vert aux MDP (Mines de Potasse alsaciennes), ces dernières ont commencé les travaux préparatoires. D'après le comité de sauvegarde pour la protection de l'eau, une conduite est en cours d'installation à Sopp-le-Bain. La hâte avec laquelle on exécute les travaux, laisse penser que l'inquiétude des pouvoirs publics croît sous la désapprobation de la population.

« Nous attendons de connaître la position des députés ». Le député RPR Weisenhorn ferait une intervention au cours du débat à l'Assemblée Nationale, à propos de la convention internationale qui prévoit la diminution progressive des rejets salins dans le Rhin. Cette intervention replacée dans le contexte de rejet du projet d'injection de saumure dans les couches profondes, ne manquera pas de surprendre. La pression exercée par la population demeure un facteur décisif et si Weisenhorn intervient, c'est bien parce que la révolte gronde dans les seize villages aux environs de Mulhouse et des MDP, où les injections risquent d'avoir une application rapide. C'est du moins l'avis de l'association de défense contre les injections de saumure et de sauvegarde des ressources de Haute Alsace, une toute jeune association d'ailleurs créée

notamment par des élus d'une vingtaine de communes concernées directement par le projet, et qui a écrit à tous les députés pour expliquer les raisons de son opposition (destruction des richesses géothermiques et minérales, dangers pour la nappe phréatique).

Le pourquoi des injections de saumure : pour faire de la place aux pollutions étrangères. A propos du débat d'aujourd'hui, le comité inter-villages de défense contre les injections dans un communiqué rappelle : « L'iniquité de la convention qui notamment prévoit de répandre l'eau salée dans le sous-sol alsacien tout en autorisant les entreprises privées d'Allemagne et de Suisse à ne pas réduire leur pollution ». « Autrement dit, la France a accepté de polluer son sous-sol, notre sous-sol, pour laisser la place à des entreprises privées étrangères par un système de contingent de

pollution », estime un opposant. Dans le même communiqué, le comité déclare : « Avoir appris avec indignation que les MDP, passant outre l'avis défavorable de nombreuses associations et d'élus de plus de trente communes, et des organisations syndicales CGT et CFTD des MDP, ont entrepris des travaux à Sopp-le-Bain. Le fait même de commencer ces travaux destinés aux injections avant que le Parlement ait ratifié les accords de Bonn, prouve que les dirigeants des MDP n'ont aucun scrupule à ne pas respecter la légalité et justifie la méfiance de la population locale envers les garanties promises ». Et le comité de demander l'arrêt immédiat des travaux. L'association des trois E (écologie, économie, emploi) dans un communiqué rappelle que la convention n'a pas été ratifiée et interroge : « Pourquoi le préfet a-t-il signé l'arrêté prescrivant le début des travaux, alors que le débat reste ouvert ? »

PAS DE TRAVAUX
SANS LES GARANTIES
NÉCESSAIRES

Pour les 3 E, le problème des injections appelle la question : faut-il sauver le Rhin ? A quel prix ? A-t-on le droit de polluer la grande Olithe et de risquer de contaminer la nappe phréatique de la Doller ? Autre solution : « transport par péniches ou par saumoducs jusqu'à la mer

du Nord, mais écologiquement parlant est-il préférable de transformer la mer du Nord en mer morte ou de porter le taux de salinité de la grande Olithe de 6 à 300 par mille ? Le projet d'injection ne donne pas de garanties de sécurité que nous sommes en droit d'exiger, même si nous devions éliminer la moitié de saumure rejetée dans le Rhin par l'injection. Le coût de l'investissement est-il en rapport avec les risques pris par les pouvoirs publics ? Nous avons demandé au député Weisenhorn de soumettre ces questions au ministre concerné ». L'association 3 E réclame toujours les garanties de sécurité et la création d'une commission de surveillance (pouvoirs publics + MDP + spécialistes en géothermie + écologistes + agents des MDP + élus locaux).

UN DÉBAT RICHE !
UNE RIPOSTE
CONSEQUENTE

Le problème des saumures dont les réactions donnent clairement un aperçu de la gravité, commence à peine à ouvrir le débat, et il est certain que les prolongements directs qui en découleront auront une répercussion sans compromis de la part des villageois concernés par cette affaire, que le comité de défense appelle « la marée blanche d'Alsace ».

Correspondance

Comité anti-nucléaire

LES INTERROGATIONS
DU MOUVEMENT

Les comités Malville tenaient mercredi 17 une conférence de presse à Lyon pour rendre compte des travaux de leur récente coordination. (Le 13 et 14 mai). Les comités d'Alberville, Ugine, Grenoble, la Tour du Pin, Bourg en Bresse, Morestel, Jaix, Bourgoin, Chambéry, Lhuis, Meylan, Lyon se sont retrouvés avec des groupes anti-nucléaires de Paris, Cavaillon, Toulouse, St Maurice l'Exil, et des observateurs de Suisse. La coordination a regretté de trop nombreuses absences et le manque de perspectives nationales du comité anti nucléaire dans la période.

Un bilan assez lucide de l'action, voire même sévère, a été dressé, critiquant les illusions sur la possibilité

d'arrêter Malville par une manifestation du type de celle de juillet 77, et la confusion qui demeure sur comment affronter le pouvoir sur son programme électro nucléaire. Les comités locaux confrontés au problème de l'unité populaire à créer sur le terrain ne veulent pas d'une grosse mobilisation cette année aux alentours de Malville. Par contre a été lancée l'idée d'une coordination nationale représentative à l'automne 78, s'appuyant sur une réelle mobilisation et des campagnes pouvant unifier l'ensemble des comités (sur les enquêtes demain, les abus du secret, les transports des déchets nucléaires, les surrégénérateurs). On a parlé également d'une éventuelle campagne internationale

(Allemagne, Suisse, Hollande, Espagne, Japon) pour un moratoire nucléaire. Une motion a été adoptée, proposant « L'arrêt immédiat des investissements nouveaux, des prospections des projets et constructions nucléaires en cours. L'arrêt immédiat des travaux de Super Phenix à Creys Malville, et la levée du secret sur les plans de sécurité, et enfin qu'un véritable débat sur le nucléaire puisse s'instaurer et que la population ait effectivement le droit à l'information et de décision ». Un calendrier a été également fourni : « Val de saône : 25 juin semaine à Sennecey le Grand. Rhône Alpes du 6 au 16 juillet et semaine Pour (pour un autre type d'énergie), à Malville ; St

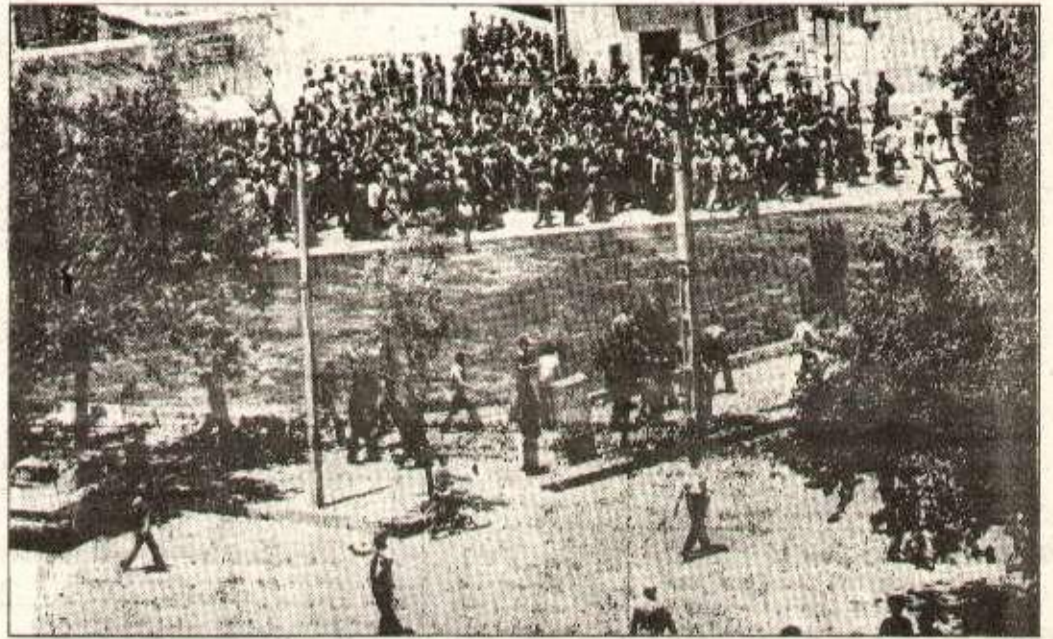
Maurice l'Exil, 11 juin journée sur les énergies nouvelles ; à Paris, du 10 au 20 juin actions diverses sur l'île de France et 20 juin meeting à la Mutualité ». Visiblement le mouvement anti-nucléaire cherche un second souffle. S'unir aux luttes populaires pour la pollution, organiser une action globale du type « contre toutes les marées noires du capitalisme » : voilà qui ouvre des interrogations pressantes au mouvement qui s'est séparé sur un appel à la solidarité politique et financières des comités anti-nucléaires avec les grévistes du chantier de Creys Malville.

Corr. Lyon

**Le
10 mai
dernier**



Chiraz : la foule sort de la mosquée en lançant des slogans hostiles au Shah.



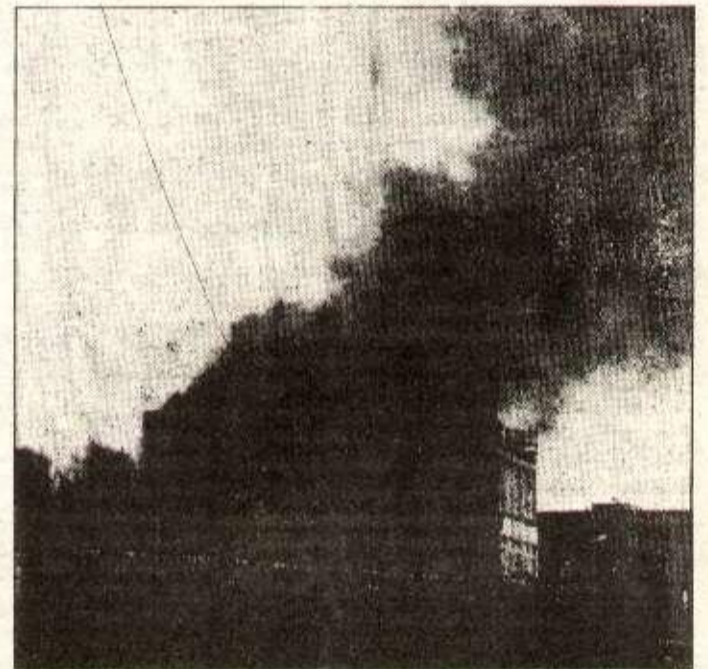
A la suite des nouveaux soulèvements qui se sont produits, la semaine dernière, dans plusieurs grandes villes d'Iran, la tension reste vive dans le pays. Le Shah, qui a entamé depuis mardi une tournée en Europe de l'Est, en Bulgarie puis, en Hongrie, avait donné des ordres pour accentuer la répression. Après l'assassinat de dizaines de personnes par sa police, dont deux prêtres de religion musulmane chiite, au domicile principal d'un dignitaire religieux de la «ville sainte» de Ghom, des détachements de l'armée et de la police ont quadrillé les principales villes dont la capitale, Téhéran. Des tanks ont encerclé la ville de Ghom où les soulèvements populaires avaient été particulièrement importants. Des centaines de manifestants sont maintenus en prison.

À Téhéran, le bazar et les magasins de la vieille ville restaient fermés au début de cette semaine, les employés refusant de reprendre le travail. Les rassemblements ont continué dans les universités, dont l'un à l'université de Téhéran, regroupant plus de 2 000 étudiants, a été dispersé à coups de bâtons par la police.

Une fois de plus, les difficultés croissantes du régime du Shah à gouverner se sont traduites par des déclarations contradictoires, y compris du Shah lui-même, annonçant que les «forces de l'ordre» avaient reçu des instructions sévères pour réprimer les «émeutiers», et «s'excusant», en même temps, pour l'attaque contre les religieux de Ghom. Ainsi, le gouvernement, annonçant dans un communiqué qu'il «regrette profondément l'indésirable incident» s'est abrité derrière «l'ignorance d'agents de l'ordre qui n'étaient pas originaires de Ghom». Ces déclarations défensives témoignent de l'ampleur de l'opposition au régime, et de la diversité des couches qui se sont mises en mouvement ces derniers mois contre le Shah et contre les intérêts étrangers, notamment américains, qui pèsent sur le pays. Le Shah doit faire face aujourd'hui aussi bien aux ouvriers, aux mal-logés, aux étudiants, qu'aux chefs religieux radicaux comme Khomeiny, qu'à des fractions importantes de la bourgeoisie, à des notables qui, tels ceux du «Front national» condamnent les pratiques du régime, au nom du «respect de la Constitution».

Dès maintenant, le peuple iranien prépare les manifestations des 5 et 6 juin prochains, qui doivent commémorer le mouvement du 6 juin 63 où 15 000 personnes trouvèrent la mort, assassinées sur ordre du Shah. Cette année, la commémoration pourrait donner lieu à un gigantesque soulèvement populaire.

A NOUVEAU L'IRAN SE SOULEVAIT



Un édifice incendié à Ghom.

Les manifestants poursuivent leurs attaques contre les locaux du parti unique, contre les banques et les cinémas pornographiques.



À Tabriz, après les soulèvements, les magasins restent les portes closes.

À Ghom, la police attaque un quartier pour tenter d'en reprendre le contrôle.



Dans chaque quartier, à Ghom les manifestants affrontent la police qui lance des grenades lacrymogènes.



INTERNATIONAL

CHIRAC ET L'AFRIQUE

Giscard a «dénaturé» la politique de la majorité

Dans un article publié par le *Monde* de vendredi, Chirac définit les positions du RPR concernant les relations avec l'Afrique. «A la veille de la cinquième conférence franco-africaine, le moment me paraît venu de préciser ce dessein (la définition d'un avenir commun à l'Afrique et à la France), non seulement parce qu'il est resté flou, mais aussi parce qu'il a été dénaturé». Il propose qu'une déclaration soit adoptée définissant le cadre de cette coopération. Les intentions proclamées sont voisines des propositions de Giscard, notamment en ce qui concerne la sécurité et la solidarité économique : sur la sécurité la déclaration prévoit la «reconnaissance de l'indépendance des deux continents en matière de sécurité», en matière économique «le développement de la coopération financière et économique, la définition d'un cadre permettant aux capitaux privés de s'orienter massivement vers l'Afrique».

Les propositions de Chirac diffèrent cependant de la politique menée par Giscard sur deux points : le cadre euro-africain et les

moyens de la politique de coopération. Sur le premier point, Chirac propose l'institution d'une conférence du dialogue euro-africain ouverte à tous les pays africains et européens. Concernant les moyens, il appelle à doubler le budget du ministère de la Coopération pour retrouver par là même le niveau qui fut le nôtre au temps du Général de Gaulle.

Placées en regard de la politique giscardienne, ces propositions font montre d'un grand scepticisme à l'égard de la politique actuelle menée par Giscard ; Chirac n'a pas l'air de considérer que les paras peuvent suppléer aux faiblesses de l'impérialisme français. De plus, la politique giscardienne n'a pas permis à l'impérialisme français de prendre la tête du dialogue euro-africain qu'il proposait, ses initiatives l'ont laissé isolé au sein de l'Europe. Ainsi, l'article de Chirac vient installer une nouvelle pomme de discorde au sein de la majorité, au sujet de la politique étrangère, quand Giscard multiplie les interventions militaires.

Mali : meeting d'information et de soutien

organisé par les associations de travailleurs et étudiants maliens en France (CDLM, STMF, AESMF).

Samedi 20 mai 1978 à 14 heures
Bourse du Travail, 3 rue du Château d'Eau,
Métro République

Pour dénoncer la mystification d'un retour à la démocratie, auquel prétendent les militaires qui ont éliminé une partie de la junte au pouvoir depuis 10 ans, mystification appuyée par le gouvernement français.

Comores : des Français impliqués dans le coup d'Etat

Selon le *Quotidien de la Réunion* les Français ont participé au coup d'Etat. «Les putschistes sont arrivés par la voie maritime. De quel pays ? On ne peut encore le dire. Parmi eux se trouvaient des mercenaires, notamment français... Or c'est également avec l'aide des mercenaires français ou recrutés en France que les putschistes du 3 août 1975 avaient ravi le pouvoir de M. Ahmed Abdallah. C'est à Paris que le président Abdallah a passé ses deux ans d'exil. Le rôle de la France même s'il ne s'agit pas de la France officielle n'est donc pas clairement établi dans cette affaire».

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

● 30 ans d'Israël ● La Résistance Palestinienne n'a cessé de s'affirmer

«LA NOUVELLE KARAMEH» (2)

● Dans un article paru dans le mensuel palestinien *Chou'oun Falastinya*, Abou Jihad, membre du Comité Central du Fath et de la direction générale des forces armées du Fath, «Al Assifah» retrace les étapes du développement de la Résistance Palestinienne. Evoquant l'état actuel de la lutte, et en particulier, l'importante résistance récemment opposée à l'agression sioniste au Sud-Liban, il fait le

parallèle avec la bataille de Karameh, en 1968, au lendemain de la défaite des Etats arabes.

A l'occasion de cette bataille, la Résistance Palestinienne s'était déjà affirmée comme le fer de lance du mouvement de libération arabe contre Israël, et face aux compromissions et aux capitulations des régimes arabes.

L'ennemi se fixait comme but d'écraser la base révolutionnaire de Karameh et d'infliger de très lourdes pertes dans nos rangs, pour liquider nos capacités et nos moyens.

En face, la volonté de la Révolution était claire.

Jusqu'à là, la Résistance n'avait pas affronté les agressions de notre ennemi, et la décision de s'engager dans une telle bataille mettait en évidence une vérité longtemps cachée : l'homme arabe, avec sa volonté et sa détermination, est capable d'affronter l'ennemi sioniste. L'importance de la bataille de Karameh réside donc avant tout dans la décision prise d'affronter l'ennemi.

Par la foi de ceux qui créaient ainsi une nouvelle réalité, la bataille de Karameh pouvait être un tournant dans l'histoire de notre Révolution palestinienne et de notre lutte arabe.

UN TOURNANT

Et Karameh le fut réellement, malgré nos faibles moyens et notre nombre restreint. Nous perdîmes 97 martyrs, quelques blessés et quelques prisonniers (ce nombre représentait à l'époque la moitié de nos effectifs) (1). Le camp de Karameh fut finalement détruit et ses occupants chassés par l'ennemi. Cependant, cette bataille donna un nouvel élan à l'histoire de la lutte palestinienne et arabe. Elle permit le développement de la Révolution palestinienne.

Je me souviens par exemple que la quantité de dons en provisions et en équipements qui nous parvint après de notre peuple en Jordanie et de partout dans la patrie arabe, nous suffisait pour les trois mois à venir. Cela sans compter l'afflux important de volontaires dans nos rangs.

Le lendemain de la bataille de Karameh, nous étions assis sous les arbres de la ville de Salt (Jordanie) et nous voyions en face les lignes de volontaires qui affluaient. Nous commençons les inscriptions dès 7 heures du matin et nous ne terminions qu'après 8 heures du soir. L'esprit d'oser lutter a surgi chez les masses de notre peuple et de notre nation après cette bataille, ce qui donna un nouveau souffle à notre Révolution. Car les sacrifices, la volonté d'affronter l'ennemi qui nous colonise créent toujours le terrain des victoires prochaines en favorisant le développement de la lutte.

LES ENTRAVES ARABES

Après la bataille de Karameh, notre lutte armée contre l'Etat d'Israël connut une grande recrudescence et ne s'affaiblit pas, sauf en période de batailles défensives livrées pour faire face aux attaques des régimes arabes contre notre Révolution, comme cela a eu lieu en Jordanie avant septembre 70 et après cette date, ou au Liban à partir de 1969.

Mais chaque fois que nous étions en train d'affronter les complots contre notre Révolution et notre Peuple à l'intérieur de la patrie occupée, notre peuple a rempli son rôle dans la lutte

(1) Si l'on ne compte pas les milices populaires qui se constituaient, les fedayins n'étaient en effet à l'époque qu'une poignée.



contre l'occupation sur tous les plans, politique et militaire.

Notre affrontement permanent avec les complots dirigés contre notre peuple et notre révolution ne nous a pas laissé les mains libres dans notre lutte contre l'ennemi sioniste. Les batailles des deux dernières années au Liban nous ont assez occupés pour nous empêcher de combattre cet ennemi.

● Abou Jihad fait ensuite état de son point de vue sur l'opération menée par une unité du Fath à Tel-Aviv en mars dernier. Selon les responsables palestiniens, cette opération, qui visait des objectifs militaires précis, ne se déroula pas selon le plan fixé, dans la mesure où les combattants palestiniens furent repérés par l'armée sioniste plus tôt que prévu. Ceci aurait favorisé l'enchaînement des faits tels qu'ils se sont finalement déroulés, avec notamment la mort de civils israéliens qui périrent en même temps que les fedayins dans un car fauché par les obus israéliens.

L'OPÉRATION DU MARTYR KAMAL ADOUANE

Dans la dernière période et surtout après l'intensification des complots politiques contre notre cause, il nous fallait développer nos moyens de lutte armée contre l'Etat sioniste, et surmonter ainsi toutes les campagnes de diffamation contre la voie révolutionnaire que nous avons choisie. La préparation d'opérations à caractère spécial au cœur de la terre occupée est un prolongement du développement de la lutte, qui s'était manifestée de façon évidente ces derniers temps par les opérations armées successives menées dans les différentes régions de la Palestine et par le soulèvement de notre peuple dans les territoires occupés.

Et ce fut l'opération du martyr Kamal Adouane, où nos combattants ont montré leur esprit de sacrifice sans limite qui caractérise notre révolution. Ils ont, pendant l'opération, imposé l'état d'alerte à l'armée sioniste ; la région Haïfa - Tel Aviv a vécu dans une atmosphère de guerre qu'el-

le n'a pas connue depuis 30 ans, et il faut tenir compte du fait que c'est dans cette région qu'est concentrée la plus haute densité de colons sionistes.

Il faut éclaircir certains propos par rapport à cette opération :

1 - Cette opération correspond à un renforcement de la ligne de poursuite et de développement de la lutte armée contre l'ennemi sioniste, voie que la Révolution n'abandonnera jamais.

2 - Elle raffermi les rangs de la Révolution et encourage toutes ses formations à mener des opérations de ce type au cœur de la patrie occupée.

3 - Cette opération a prouvé que le mythe de l'invulnérabilité de la défense ennemie est erroné. Nous avons mené l'opération dans la région de Tel Aviv au même endroit où s'est déroulée celle, précédente, du «Savoy», malgré toutes les précautions de l'ennemi qui s'attendait à une opération de ce genre.

4 - Elle matérialise la capacité de la Révolution d'atteindre l'endroit qu'elle veut, au cœur de la patrie occupée, malgré toutes les mesures préventives et les moyens que l'ennemi déploie pour sa défense.

5 - Elle matérialise la persévérance du combattant palestinien. Un petit nombre de combattants a mené un combat urbain à l'intérieur de l'entité sioniste, sans craindre le nombre important des troupes ennemies.

6 - Cette opération fut nommée du nom du martyr Kamal Adouane, et la force engagée au nom de «force de Deir Yassin». Ce n'est pas par hasard. Kamal Adouane a été assassiné par l'ennemi sioniste dans une opération spéciale visant l'existence de la Révolution palestinienne à travers la liquidation de ses dirigeants. Deir Yassin est le symbole du massacre supervisé par Menahim Befin.

Demain :
L'enjeu de la bataille du Sud-Liban

Traduction de Yomna El Khalil

Intertitres de notre rédaction.

PROGRAMME TÉLÉ

Samedi 20 mai

TF 1

14 h 06 - Restez donc avec nous :
18 h 40 - Magazine auto-moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 00 - Numéro un : Johnny Mathis
21 h 40 - Serpico. *Série américaine.*
22 h 30 - Télé-foot 1 : Extraits de matchs.
23 h 30 - Journal et fin.

A 2

19 h 20 - Actualités régionales.
19 h 45 - Top club.
20 h 00 - Journal.
20 h 35 - La brigade des mineurs : Une absence prolongée.
22 h 05 - Le dessus d'un panier.
23 h 05 - Jazz : spécial Benny Carter n° 2
23 h 30 - Journal et fin.

FR 3

12 h 30 à 18 h 00 - Relais de TF 1
19 h 05 - Télévision régionale.
19 h 20 - Actualités régionales.
19 h 40 - Samedi entre nous : musique.
19 h 55 - Flash journal.
20 h 00 - Les jeux de vingt heures.
20 h 30 - Rumeur : à partir d'une intrigue policière, Pierre Korallnik se livre à un violent réquisitoire contre la Suisse. Une peinture au vitriol d'autant plus réussie qu'elle s'appuie sur des événements réels.
22 h 15 - Journal et fin.

Dimanche 21 mai

TF 1

14 h 10 - Les rendez-vous du dimanche : variétés, cinéma.
15 h 30 - Les animaux du monde.
16 h 05 - Section contre-enquête. *Série policière américaine.*
17 h 00 - Sports première : voile, cyclisme, automobile, aviron.
18 h 35 - Les dernières heures avant l'aube. *Film TV américain.*
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les Arnaud. *Film français de Léon Joannon (1967), avec Bourvil, Christine Delaroche.*
22 h 00 - Arcana : portrait de Georges Auric et du Groupe des six. Compositeur des musiques de «A nous la liberté», «La Belle et la Bête», «Orphée» et «La P. respectueuse».
23 h 00 - Journal et fin.

A 2

13 h 00 - Journal
13 h 20 - Bon dimanche
19 h 00 - Stade 2 : rugby, cyclisme, handball, automobile, tennis, football.
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Musique and music.
21 h 40 - Cartes postales d'un voyage Kung Fu.
22 h 45 - Chroniques du festival de Cannes.
23 h 00 - Journal et fin.

FR 3

16 h 35 - Festival de Cannes 1978.
17 h 30 - Espace musical : concertos en fa mineur et ré mineur, pour clavier et cordes, de J.-S. Bach.
18 h 25 - Cheval, mon ami.
18 h 50 - Plein air
19 h 20 : Spécial DOM-TOM.
19 h 35 - Deux enfants en Afrique.
20 h 05 - Cinéma du soleil : Yves Montand
21 h 20 - Journal
21 h 35 - Histoire de mai. Avec des interviews de Geismar, Chirac, Paul Laurent, Eugène Des-camps (secrétaire général de la CFDT en 68) ; G. Séguy, Sauvageot....
22 h 35 - Cinéma de minuit cycle Frank Capra : the bitter tea of general Yen.
00 h 05 - Fin.

Lundi 22 mai

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure : pour qui sont ces HLM ?
18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 50 - Comment faire : le laboratoire pharmaceutique.
18 h 55 - Le village englouti. *Feuilleton.*
19 h 15 - Une minute pour les femmes.
19 h 20 - Actualités régionales.
19 h 40 - Eh bien raconte.
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Clerambard. *Film français d'Yves Robert. Avec Philippe Noiret, Dany Carél.*
22 h 05 - Ernst Jünger, un veilleur solitaire. *Écrivain allemand.*
22 h 35 - Journal et fin.

A 2

18 h 25 - Dessins animés.
18 h 40 - C'est la vie.
18 h 55 - Des chiffres, des lettres.
19 h 20 - Actualités régionales.
19 h 45 - Top club.
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes.
21 h 35 - Brésil : minas gerais. La route de l'or.
22 h 25 - Chefs d'œuvre en péril : les quartiers anciens.
22 h 55 - Journal et fin.

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales.
19 h 40 - Tribune libre : Jean Charron, physicien.
20 h 30 - Le glaive et la balance. *Film d'André Cayatte (1962). Avec Anthony Perkins, Jean-Claude Brialy, Renato Salvatori. Drame judiciaire.*
22 h 40 - Journal et fin.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Après les expulsions du Marais (Paris 2^e)

ELARGIR LA MOBILISATION

Les murs étaient recouverts de panneaux et de photos retraçant les divers épisodes de la lutte de l'Interco, lutte qui dure depuis plus de trois ans.

Les lettres que les habitants du quartier avaient décidé d'envoyer à la ville de Paris furent lues, au cours de la réunion. Toutes s'indignaient du caractère odieux et violent des expulsions, et les allusions à la période d'occupation par les nazis étaient nombreuses. La discussion s'engagea ensuite sur le sens que les expulsions avaient voulu donner à leur action méprisante. Ce jour là à Paris, avaient lieu, en effet plusieurs tentatives d'expulsions, et toutes ne remportèrent pas le succès escompté par leurs protagonistes. Le caractère d'intimidation et de test de cette opération apparaît clairement, mais la détermination des habitants du quartier n'a pas été enta-

mée, loin de là, puisqu'il a été décidé de ne plus rester à la défensive. Des actions seront décidées ultérieurement, et dans un premier temps il a été décidé d'élargir la lutte et de regrouper les autres comités parisiens qui luttent sur des problèmes de logement. Le principe d'une large manifestation,

qui s'adresserait aussi aux travailleurs parisiens doivent regagner tous les soirs leurs HLM de banlieue, a été retenu, ainsi qu'une pétition. Yolande Saada, grande figure de l'Interco, et une des expulsées de vendredi dernier, fit le point des démarches entreprises auprès de la ville de Paris et de la

proposition de relogement qui lui a été faite. Elle s'indigna de ce que la seule proposition qui lui a été faite, en dehors du transit du 13^e, soit celle d'un appartement trop petit, en dehors de son quartier, rue St Denis, et, qui plus est, au-dessus de deux sex-shop, indignation qui souleva l'ensemble de la salle. Pourtant de nombreux appartements restent vides dans le Marais. Le Marais offre ainsi le triste spectacle de fenêtres murées, en attendant la rénovation clinquante et les commerces de luxe, et où pour prétendre louer un appartement, il faudra disposer de plus de 20 000 francs pour des loyers qui seront de l'ordre de 2 500 francs mensuels. Solution catégoriquement rejetée par les habitants du quartier qui exigent de rester dans leur quartier, avec des loyers modérés et une réflexion légère.

Une permanence de l'Intercomité du Marais aura lieu samedi 20 mai, après-midi du matériel sera à la disposition de ceux qui veulent soutenir l'action de l'Interco
7 rue des Lyons St Paul Paris 4^e

Et l'acier fut trempé

132^e épisode,

Pankratov, un ouvrier, prend la parole contre ceux qui travaillent à la scission, ceux qui attaquent la ligne du Parti à chaque difficulté. Cette lutte contre les trotskystes renforce idéologiquement la jeunesse...

Jamais on ne dissociera la vieille et la jeune garde. Dans une lutte impitoyable contre les courants petits-bourgeois, sous l'étendard de Lénine, nous vaincrons !

Pankratov descendit de la tribune, follement applaudi.

Le lendemain, une dizaine de personnes se rassemblèrent chez Toufta. Doubava prit la parole :

— Je pars aujourd'hui avec Choumski pour Kharkov. Nous n'avons plus rien à faire ici. Tâchez de rester en contact. Il ne nous reste plus qu'à attendre et voir comment tourneront les événements. La conférence de Russie nous condamnera, c'est sûr, mais je ne pense pas qu'on puisse s'attendre maintenant à des sanctions. La majorité a décidé de nous donner encore une chance en nous jugeant sur notre activité. Continuer la lutte ouvertement, surtout après la conférence, c'est se faire expulser du Parti, ce qui n'entre pas dans nos plans. Il est difficile de prévoir ce qui nous attend. Je crois qu'il n'y a plus rien à dire.

Et Doubava se leva, dans l'intention de partir. Starovérov, un homme maigre aux lèvres minces, se leva aussi.

— Je ne te comprends pas, Mitiâi, dit-il, en grasseyant et en bégayant légèrement. Nous ne considérons donc pas la décision de la conférence comme obligatoire ?

Tsvétaïev répondit brutalement :

— Formellement, oui, sinon tu perdras la carte du Parti. Mais nous verrons encore d'où viendra le vent. En attendant, le mieux est de nous séparer.

Toufta s'agita sur sa chaise. Assis près de la fenêtre, Choumski, sombre et pâle, les yeux cernés par les nuits sans sommeil, se rongait les ongles. En attendant les derniers mots de Tsvétaïev, il s'arracha à sa pénible occupation et se tourna vers l'assistance.

— Je suis contre ce genre de combinaisons, dit-

Nicolas OSTROVSKI (Extraits)

il sourdement, soudain nerveux. Personnellement, j'estime que la résolution de la conférence est pour nous obligatoire. Nous avons défendu nos convictions, mais nous devons nous soumettre à la décision de la conférence.

Starovérov le regarda d'un air approbateur et zézaya :

— C'est ce que je voulais dire moi-même.

Doubava fixa Choumski dans les yeux et murmura entre ses dents, d'un air volontairement moqueur :

— Mais personne ne te propose rien. Tu as encore la possibilité de faire « amende honorable » à la conférence provinciale.

Choumski se dressa d'un bond.

— Qu'est-ce que c'est que ce ton, Dmitri ? Je te dirai très nettement que tes paroles me choquent et m'obligent à réviser mes positions d'hier.

Doubava fit un signe négligent de la main.

— C'est tout ce qui te reste à faire. Va faire amende honorable tant qu'il n'est pas trop tard. Et il prit congé, serrant la main à Toufta et aux autres.

Choumski et Starovérov partirent peu après lui.

L'année 1924 signala son entrée dans l'histoire par un froid glacial. Le mois de janvier se déchaîna contre le pays enseveli sous la neige et, au cours de la seconde quinzaine, d'incessantes tempêtes de neige hurlèrent aux quatre vents.

Sur les voies ferrées du Sud-Ouest, la neige arrêta le trafic. Les hommes luttèrent contre les éléments déchaînés. Les hélices d'acier des chasse-neige désagrégeaient les montagnes blanches et ouvraient le passage aux trains. La neige et le vent furieux cassaient les fils télégraphiques couverts de glace ; sur douze lignes, trois seulement fonctionnaient ; la ligne Inde-Europe et deux fils directs.

A SUIVRE

ZAÏRE

HALTE A L'INTERVENTION IMPERIALISTE! URSS, USA, HORS D'AFRIQUE!

Suite de la une

Toutes ces informations ne constituent que la face publique de l'opération. Il est évident qu'elle a été préparée depuis plusieurs jours. Il est à peu près certains qu'une réunion s'est tenue, dans le plus grand secret, en RFA au niveau de l'OTAN, avec la participation donc des USA et de la France.

Les USA ont d'ores et déjà fourni, à ce qu'il paraît, des appareils C 130 et avec leurs équipages pour transporter les commandos belges et leurs équipements. Et ils assureraient, par ailleurs, dès maintenant l'acheminement, par avions, de matériel de toutes sortes (pièces détachées, munitions, médicaments, matériel de transmission, etc.)...

OPÉRATION CONCERTÉE

On apprenait de plus, que deux jours auparavant, le Maroc avait déjà envoyé sur les lieux 1 200 hommes

équipés de jeeps mitrailleuses et de blindés légers, à bord de Boeing 747 et de DC 8.

Ainsi c'est un corps expéditionnaire d'au moins 4 000 hommes (Belges, Marocains et Français) qui se trouve à présent engagé au Zaïre.

La longueur du port aérien nécessite des escalades en Afrique même : il s'agit, sans doute, de Dakar et d'Abidjan.

Ainsi, cette fois-ci, l'engagement impérialiste de la France est beaucoup plus important et beaucoup plus direct : elle envoie ses propres troupes. De plus elle conjugue son intervention avec la Belgique. D'autre part, l'opération semble, à présent, beaucoup plus concentrée avec les Etats-Unis et aussi la Grande-Bretagne. Le prétexte à cette escalade, c'est — vieille ficelle diplomatique des impérialismes — la protection des ressortissants.

RIVALITÉ URSS - USA

En fait, il s'agit principalement d'un aiguïsement de la rivalité entre l'URSS d'une part et d'autre part les Etats-Unis et les an-

ciennes puissances coloniales européennes pour le contrôle de l'Afrique. Il ne fait guère de doute en effet que le «Front National de Libération du Congo» n'a pu entrer en action sans être patronné et aidé par le véritable corps expéditionnaire soviéto-cubain qui se trouve toujours stationné en URSS. Aussi bien son histoire : il s'est formé à partir des «gendarmes katangais» créés par Tschaubé, réfugiés en Angola puis enrôlés par le MPLA et formés par les Cubains ; sa provenance : la zone frontière Angola-Zambie ; sa tactique ne ressemble guère à celle de la guerre populaire. Même s'il a sans doute pu rassembler dans ses rangs nombre de réfugiés, issus notamment du Shaba, et victimes de la politique d'oppression et de répression du régime de Mobutu.

Il s'agit pour l'URSS, de poursuivre, par Africains interposés, son offensive de pénétration en Afrique : le Shaba par ses richesses minières énormes, le Zaïre par son immensité et sa place stratégique au cœur du continent, par la fragilité aussi du régime populaire de Mobutu cons-

titue à la fois un enjeu très important et une cible de choix.

FRANCE, BELGIQUE, USA IMPLIQUÉS

De son côté la France, la Belgique et les USA cette fois-ci semblent s'y impliquer plus nettement — cherchant à mettre à profit cette situation pour s'ingérer davantage en Afrique, y renforcer leur main-mise politique, militaire et économique, notamment au Zaïre.

Toutes les interventions et manœuvres de subversion et d'ingérence des deux superpuissances et des autres puissances impérialistes constituent un très grave danger pour la paix, et l'indépendance des peuples d'Afrique. Elles tendent à faire de ce continent un champ d'affrontement sanglant pour les rivalités entre impérialismes, notamment dans le cadre de la course à l'hégémonie entre les deux superpuissances. Elles font croître les dangers de guerre.

C'est pour toutes ces raisons que nous devons les dénoncer et nous y opposer résolument.

Boycott du «Mundial»

Manifestation interdite à Paris

La préfecture de Police a fait savoir jeudi qu'elle interdisait la manifestation qui était prévue pour mardi prochain, à Paris, la veille du départ de l'équipe de France. Cette interdiction constitue un degré de plus dans les entraves de plus en plus systématiques que le pouvoir met au droit de manifestation depuis les élections. Par cette décision, le gouvernement français montre sa complicité avec la répression en Argentine. De nombreuses organisations se concertent pour envisager la riposte. Par ailleurs, dans la journée de jeudi, l'Association des Parents et Amis des Français détenus ou disparus en Argentine et en Uruguay a tenu une conférence de presse en présence notamment de Françoise Claustre et de Christian Masse. On pouvait également constater la présence de certains coopérants français détenus par le Polisario. La mère de Christian Masse devait souligner dans son intervention qu'*«il y a une grande différence entre les conditions de détention de son fils quand il était au Tchad et celles que supportent les détenus argentins»*. On pouvait égale-

ment constater la présence du professeur Schwartzberg, professeur en cancérologie de renommée mondiale qui a refusé de se rendre en Argentine à un congrès médical tant que la répression fasciste y serait érigée en système de gouvernement.

Il a été affirmé que des milliers de personnes ont signé et envoyé une carte postale à Giscard protestant contre le fait que contrairement à ce qu'il avait promis il n'avait rien fait d'efficace pour la libération des Français détenus en Argentine. Par ailleurs, une lettre a été envoyée aux vingt deux footballeurs français sélectionnés pour les informer que leur nom avait été couplé avec celui d'un détenu argentin qui serait peut-être torturé à quelques centaines de mètres du terrain de football...

Ces prises de positions hostiles à la répression en Argentine se multiplient même si dans le cas de l'Association des Parents et Amis de Français détenus en Argentine, il semble bien que pour certains cela se limite à exiger que le gouvernement français agisse pour la libération de ses ressortissants.

AGRESSION A BORDEAUX

Manifestement cette prise de conscience grandissante n'est pas du goût de tout le monde. Ainsi pour la troisième fois une agression a été commise contre un militant du COBA de Bordeaux. Le dernier en date a été agressé dans la rue par des individus brandissant un rasoir et hurlant : *«Tu ne veux pas aller en Argentine, on va t'envoyer en Sibérie»*. Quelques temps auparavant, un autre militant avait vu son appartement saccagé par des individus qui signèrent leur acte du sigle «AAA», nom des commandos de la mort argentins qui ont plusieurs centaines de victimes à leur actif.

Brigades Rouges : 10 arrestations

La cache où aurait été imprimés les communiqués des B.R. durant l'internement d'Aldo Moro a été découverte par la police italienne. La police n'a pas assuré que cette «cache» avait servi de près ou de loin aux Brigades Rouges.

Le même jour, à Rome, la police annonçait l'arrestation de dix personnes soupçonnées d'appartenir aux BR ou de les avoir aidées.

Jean-Paul GAY

Procès fascistes en URSS

7 ANS DE GOULAG POUR ORLOV

● Le verdict est donc tombé pour Youri Orlov, jeudi matin, à Moscou. Le physicien Youri Orlov a été condamné à la peine maximale réclamée par le procureur soit sept ans de camp de travail plus cinq ans d'assignation à résidence. Les autorités soviétiques qui l'accusent d'*«agitation et de propagande anti-soviétique»* lui reprochent en fait d'*«avoir, en tant que co-fondateur du «groupe de surveillance de l'application en URSS des accords d'Helsinki», courageusement dénoncé la terreur fasciste que font régner les nouveaux tsars.»*

Youri Orlov qui plaide non coupable, avait souligné que les informations diffusées par son groupe sur la réalité actuelle de son pays, n'étaient «ni fausses, ni diffamatoires». Il faut dire que pour le Kremlin, la seule distribution à des journalistes étrangers de documents prouvant l'existence de l'univers du goulag, auquel sont astreints les opposants politiques, est considérée comme un crime contre l'Etat soviétique.

LE BLACK-OUT

Les autorités soviétiques ont tenu à camoufler le simulacre de procès dont a été victime Orlov. La pres-

se et la radio n'en ont pas rendu compte, et la population a été ainsi maintenue dans l'ignorance de son déroulement. Seule l'agence TASS a produit quelques commentaires, non repris par les journaux et donc destinés, semble-t-il, à la diffusion pour l'étranger. Ces commentaires ne font qu'assimiler Orlov à un «agent de l'étranger». TASS déclare ainsi : *«A ce procès, on voit se profiler les véritables protagonistes des actions subversives en territoire soviétique»*. Et l'agence du Kremlin ajoute que les dénonciations à l'étranger de cette parodie de procès et de son verdict, ne sont que *«grossières calomnies anti-soviéti-*

ques» et *«ingérence dans une affaire intérieure soviétique»*.

SAKHAROV ARRETÉ

Tout cela pour faire oublier la réalité d'un procès à huis clos, où seuls les témoins à charge ont pu être entendus, tous ceux présentés par la défense étant récusés. Un procès où tout public favorable à Orlov était systématiquement repoussé manu militari. C'est ainsi que le physicien Andreï Sakharov et son épouse ont été arrêtés jeudi durant plusieurs heures, simplement pour avoir voulu assister à l'audience. De même, des journalistes occidentaux qui voulaient suivre le déroulement du procès ont été refoulés à trois cent mètres du tribunal.

UN AUTRE PROCES A TBILISSI

Au moment même où le verdict tombait contre Orlov, un autre verdict dont on ignore encore la gra-

de, était prononcé à Tbilissi, en Géorgie, contre Zviad Gamsa Khourdia et Merab Kostava, membres du «groupe géorgien pour l'application des accords d'Helsinki» et accusés d'*«avoir reçu la visite de deux journalistes américains»*. Contre le premier, c'est une peine de quatre ans de prison et trois ans d'assignation à résidence, qui ont été requises par le procureur. Les deux accusés, qui défendent la culture et la langue géorgienne contre la russification, ont été internés depuis 13 mois, dans les prisons du K.G.B. et à l'Institut psychiatrique de Serdski. Leurs familles ont été privées de ressources et ont vu leurs appartements pillés au cours des perquisitions.

LA CRITIQUE POLIE DE M. ANDRIEU

Face à cette répression qui frappe le peuple soviétique, *L'Humanité* est tenue de s'émouvoir. Mais, le ton pour le moins modéré avec lequel René

Andrieu, dans *L'Humanité* du vendredi, évoque le procès Orlov, mérite d'être souligné. Ne désavouant pas les propos de Tass qu'il cite, et selon lesquels *«des affirmations d'Orlov sont des élucubrations»*, Andrieu estime que le «groupe pour l'application des accords d'Helsinki» n'est qu'un «groupuscule». Feignant hypocritement de s'intéresser aux «Droits de l'Homme» en URSS, Andrieu s'interroge : *«Sans doute le professeur Orlov ne partage-t-il pas toutes les vues des dirigeants soviétiques, mais faut-il pour cela qu'il soit pendant douze ans de sa vie privé de liberté?»* (!)

Une hypocrisie qui rejoint celle du gouvernement français, dont le ministère des Affaires étrangères vient de publier une déclaration critiquant le verdict de Moscou, alors que Giscard n'avait pas craint d'envoyer sa police contre le dissident Amalrik, lorsqu'il venait manifester à l'Élysée, lors de la venue de Brejnev à Paris.